

CIBLE

Villepin

Quatre victoires pour Dominique de Villepin :

- La 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a reconnu son innocence dans l'affaire Clearstream.

- Annoncée par le procureur général Jean-Claude Martin à *Europe 1* (ce qui est inouï !) la décision de faire appel désigne l'ancien Premier ministre comme la victime de Nicolas Sarkozy car même si celui-ci n'a rien dit, le soupçon de pression sur la justice est et restera le sentiment dominant dans l'opinion publique. « *Le président préfère persévérer dans sa haine que d'être garant de la justice* » : la phrase de Dominique de Villepin a fait mouche.

Le procès en appel sera de toutes manières une victoire pour Dominique de Villepin : s'il est condamné, on criera à la vengeance de Nicolas Sarkozy ; s'il est à nouveau innocenté, on y verra la défaite du supposé président.

L'intervention de Madame Bruni-Sarkozy, supposée « première dame » qui n'exerce aucune fonction dans l'État et qui n'a aucune responsabilité politique, est la preuve, misérable et superfétatoire, que le supposé président, durement touché, joue tous ses pions sur un échiquier où il a trouvé son maître.

CRISE GLOBALE

Qui en profite ?

Nations Unies

**Haïti
sous tutelle**

p. 5

Idées

**Albert
Camus**

p. 9

Paroles de Français... ou l'art de causer en rond

C'est pas l'omelette à la Giscard, c'est pas le bain de foule à la Chirac ni le coin du feu au Général... C'est la cafète à Sarkozy.

Lundi 25 janvier, 20 h, sur le plateau de TF 1. Douze guéridons tout *formica* avec onze Français attablés, Français/Françaises agrées diversité/parité, assis en rond. Sur la chaise douze, le Président, jouant le modeste *inter pares*, mâchoire à peine contractée d'amabilité, main palpant l'antisèche circulaire portant les nom/prénom/ profession des citoyens conviés et, d'un tour de poignet dans la manchette, subtilisant la Rolex. Il fait froid : clim' à zéro pour ne pas faire transpirer le Président. Et sur les tables, rien à boire.

Gravitant alentour dans le corridor à lui réservé, comme une buse guettant sa taupe ou un drone son taleb, Jean-Pierre Pernaut, lui, sue de trouille et patrouille. L'homme des terroirs et des métiers d'antan maudit le sort qui l'a fait ce soir ilotier de ce drôle d'assemblage. Sourcil froncé, il ressemble au *Monsieur Loyal* des cirques de province, quand ils cèdent la place de dompteur à une star de passage mais continuent

d'assurer l'encadrement des fauves.

Pauvres fauves aux dents limés, dignes, polis, intéressés, honorés d'en être, heureux d'être admis à approcher, interroger, interpellier l'homme de tête. La plupart d'entre eux ont vécu des misères - Ah, si le roi savait ! - ils les racontent en deux mots. Cette jeune femme, bac + 5 et chômeuse, cette productrice de lait qui emprunte de quoi survivre, cet artisan en faillite et saisi qui a repris du boulot à 70 ans, cette vendeuse de supermarché qui ne peut pas faire face, cette infirmière aux prises avec la grande misère des urgences, cet enseignant contractuel (visiblement mandaté par FO) qui demande la titularisation, cet *auto-entrepreneur* nouvelle génération venu dire que ça marche si on est prudent, et, pour compléter la distribution, un patron transporteur inquiet de la concurrence salariale est-européenne et un syndicaliste CGT bon teint, seul débatteur du lot, qui ose élever la voix jusqu'à ce

que le fouet de Loyal-Pernaut lui frôle le cou.

Le plateau n'est pas malhonnêtement composé. Certes, pas un politique, pas un journaliste, pas un écrivain ou artiste, pas un grand patron ; mais de braves gens, heureux d'avoir été choisis, comme au *Téléphone sonne*, pour parler à qui de droit et être au moins une fois dans le spectacle.

Et le spectacle, c'est lui qui le fait avec ses notes ajustées à chaque cas : statistique, pourcentage, prévision, enfin protestation et profession de foi : je n'ai pas été élu pour... je ne suis pas celui qui... etc.

Rien à retenir. Sinon qu'en terme de communication vient de s'ouvrir une phase programmée de commisération consensuelle où il suffit d'écouter en penchant légèrement la tête, de s'enquérir du lieu, de l'école, de la profession, d'hésiter un instant avant de prononcer le prénom des femmes par une pudeur qui valorise l'approche familière... et

de répondre n'importe comment.

Eh oui ! Christine, Juliette, Monique, j'en parlerai à l'Europe qui protégera nos frontières, j'en causerai demain à Édouard Leclerc, qu'il vous fasse faire des heures supplémentaires et bosser le dimanche, j'engueulerai Carlos Ghosn pour qu'il nous rapatrie la Clio. Et pour le reste, c'est fait, l'amé, c'est fait : la loi protégeant les artisans en faillite, c'est fait, la citoyenneté, c'est débattu, les retraites, je vous les garantis, et le chômage - un scoop - va baisser cette année. Le dompteur d'un soir leur offre même un vibrant éloge des gros salaires patronaux en étalant son goût *moi jeuniste* de la réussite - fêtez-moi donc mes 55 ans ! - et son dégoût des garanties sociales qui gênent. Son Fouquet's lui fait oublier la cafète...

Les fauves le contemplent. Il est le Président. Ils le respectent. Peut-être qu'il va vraiment faire quelque chose. Ils ne sont pas venus rugir ni dévorer mais le voir, l'écouter, et se faire entendre. Certains tentent une réplique un peu vive mais Loyal est là dans leur dos qui surveille, sa main virevolte à leur épaule : plus court, plus vite, répétez ce que vous avez dit en préparant l'émission ou laissez-moi le dire, car tout le monde doit parler.

Le Président craignait d'être mangé en venant et l'a dit pour les flatter. À peine l'un a-t-il montré les dents, à peine l'une a-t-elle sorti ses griffes, mais personne ne l'a dévoré. On les comprend. Il n'y avait rien à manger en lui.

Luc de GOUSTINE



SOMMAIRE : p.2 : Paroles de Français - p.11 : Pommade en janvier, bâton en avril - La main de fer - p.4 : En fin de droits - Salaire des grands patrons - p.5 : Haïti sous tutelle - p.6/7 : Qui en profite ? - p.8 : La France selon l'esprit - p.9 : Albert Camus - p.10 : Biribi - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : La guerre des oligarques.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (47 €) soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Pommade en janvier, bâton en avril

Que faire en attendant les régionales ? Rassurer l'opinion publique tout en prévenant les initiés qu'on passera à la rigueur quand les dés électoraux auront roulé. Double langage inutile, avant l'annonce de décisions imbéciles et odieuses.

Rayon pommade : tous les discours sur la reprise et la vidéo du chef de l'UMP qui assure que le chômage va baisser. Ça fait du bien !

Rayon produits d'enfumage : les enregistrements des petites phrases des oligarques. Écoutez Jean-Claude Trichet sur France Inter le 15 janvier : « *Nous avons eu une récession très grave, nous l'avons surmontée maintenant. Mais la reprise est une reprise qui va être difficile, chaotique* ». Écoutez Nicolas Sarkozy le 28 janvier : « *Nous prendrons en avril des décisions extrêmement précises pour que la spirale des déficits ne porte pas atteinte à la crédibilité de notre pays* ». Et le supposé président de préciser, en apéritif, que le désendettement ne se fera pas par augmentation d'impôts mais « *en réformant notre économie* », en « *supprimant les barrières à l'emploi* » (toujours plus de flexibilité) et qu'il songe à une « *règle d'équilibre* » pour l'ensemble des administrations publiques. Ceci en référence à l'Allemagne qui a fait de l'équilibre budgétaire un principe constitutionnel. Ces paroles ont été prononcées lors de la conférence sur les déficits publics.

Écoutez Gilles Carrez, rapporteur UMP du budget qui insiste sur le « *grand ménage à faire en matière de dépenses sociales et de dépenses fiscales* ». Écoutez enfin François Fillon qui annonce une « *mobilisation nationale* »

pour revenir à 3 % de déficit en 2013.

Noyées dans un baratin sur le « *diagnostic partagé* », ces petites phrases sont destinées aux marchés financiers qui sont satisfaits de voir que l'Élysée est prêt à abattre son gros bâton sur le dos du citoyen dès que les régionales seront passées. Les socialistes grecs font de même, maintenant que les législatives sont jouées. Et Barack Obama annonce une année 2010 de lutte contre le chômage car il doit affronter des élections en novembre mais prévient que 2011 sera l'année de la réduction des déficits.

D'où trois conclusions :

1° Ils prennent les citoyens pour des imbéciles, incapables de lire les grands quotidiens ;

2° Ils préparent un plan de rigueur qui tuera dans l'œuf le petit rebond dû aux plans de relance de l'an passé, très fragiles en raison du chômage de masse et des salaires trop bas ;

3° Ils n'ont rien appris de la crise : au lieu d'organiser la protection de l'Europe et de nationaliser les secteurs-clés, ils font de la surenchère ultralibérale en dogmatissant l'équilibre budgétaire, cette imbécillité absolue qui privera l'État d'une de ses derniers moyens d'intervention et qui provoque, dès qu'on tente de l'atteindre, un surcroît de misères.

Annette DELRANCK

La main de fer

Quand le dieu-marché attaque l'euro-fétiche, quand un pays de la zone euro est menacé de faillite, quand d'autres risquent de succomber, les européistes sacrifient l'européisme et les États les plus riches disent que les pauvres n'ont qu'à se débrouiller.

La « *forteresse euro* » est en papier mâché. Cette évidence première a été prouvée l'an dernier, lorsque chacun a pu constater que la sacro-sainte zone ne nous protégeait ni de la récession, ni du chômage. La seule défense des oligarques français est de souligner que la France s'en tire mieux que d'autres – grâce au modèle social qu'ils s'acharnent à détruire. Argument bien peu européen mais cependant fondé du point de vue statistique : le taux de chômage français se situe dans la moyenne de la zone (10 %) alors qu'il atteint 19,4 % de la population active en Espagne (1).

Constat plus désagréable encore pour les oligarques européens qui vantent depuis deux ans la force de la monnaie européenne confrontée à la tourmente mondiale : depuis quelques semaines, ils ont beaucoup de mal à cacher que la zone euro est menacée dans son existence même. Certes, Jean-Claude Trichet et ses porte-voix clament que l'évocation d'une telle menace est « *absurde* » car il faut maintenir la confiance. Mais le simple exposé des faits dans les médias montre qu'on cherche à nous berner, ce qui sape la confiance encore plus que si l'on avait reconnu d'emblée l'existence d'un « *problème* ».

Or le problème est majeur. La Grèce a avoué un déficit impressionnant qui provoque

la défiance des marchés financiers : l'écart (*spread*) entre le taux des obligations allemandes à dix ans et le taux grec se creuse fortement (2) et rend de plus en plus difficile le financement de la dette souveraine. Comme la dévaluation est impossible, le gouvernement grec n'a plus que deux solutions théoriques : demander le soutien financier de ses partenaires de la zone euro ou soumettre le peuple grec à une rigueur impitoyable.

Dans la pratique, ces deux solutions n'en font qu'une : l'extrême rigueur, sans la solidarité des autres États membres de la zone euro qui sont confrontés à la baisse de la *monnaie unique* par rapport au dollar. La Banque centrale européenne et les autorités allemandes répétaient à l'unisson, fin janvier, qu'il n'était pas question de soutenir la Grèce. C'est qu'il faudrait dans la même foulée soutenir l'Irlande, le Portugal et l'Espagne ! Le 31 janvier, le gouvernement socialiste grec se trouvait sommé de prendre des mesures destinées à ramener le déficit de 12 % à 3 % d'ici 2010 (ce qui est impossible) alors que le peuple grec est déjà en révolte. Nous en sommes là.

Sylvie FERNOY

(1) Derniers chiffres connus, novembre 2009. Source Eurostat.

(2) Le jeudi 28 janvier l'écart était de 4 points (du jamais vu), soit 7,1 % pour les emprunts d'État grecs à dix ans, contre 3,1 % pour les *Bunds* de même durée.

En fin de droits

Un million de chômeurs arrivent en fin de droits : dès juin, cette échéance était prévisible et prévue mais on a attendu le dernier moment pour réagir.

Même si le pic de la récession est dépassé, même si la croissance mondiale augmente, les conséquences sociales de la crise n'ont pas fini de se faire sentir. Pour la première fois depuis la création de la monnaie **unique** en 1998, le taux de chômage dans la zone euro a franchi la barre des 10 % en décembre. Et l'organisation patronale *Business Europe* prévoit vingt-huit millions de chômeurs fin 2010. Il n'y a guère que Nicolas Sarkozy pour parier sur une reprise de l'emploi en France avant la fin de l'année.

Un optimisme sans fondement puisque tout le monde semble s'accorder sur le fait que, en 2010, un million de chômeurs arriveront en fin de droits (terme technique qui désigne les demandeurs d'emplois qui ne percevront plus aucune indemnité), dont six cent mille, selon la CGT, se retrouveront sans aucun revenu. Il ne s'agit pas vraiment d'une nouveauté, mais la récession a contribué à l'aggravation du phénomène. Face à l'imminence de la catastrophe, pouvoirs publics, patronat et syndicats se sont longtemps rejeté la balle. Pour Laurent Wauquiez, secrétaire d'État à l'Emploi, la gestion de l'Unedic étant de la responsabilité des partenaires sociaux, c'était à eux de prendre les choses en main.

Problème : les comptes de l'assurance chômage sont déficitaires. Pour Laurence

Parisot, c'est une question de **solidarité nationale**, c'est donc à l'État « *de gérer le problème* ». Gaby Bonnard jugeait, comme le Medef, que « *l'État doit prendre ses responsabilités et assouplir les règles d'accès à l'allocation spécifique de solidarité (ASS)* », dispositif qui permet à tout demandeur d'emploi qui a épuisé ses droits de percevoir, sous certaines conditions, 14,74 € par jour. Et le tout nouveau président CFDT de l'Unedic de poursuivre : « *si l'État fait un pas, la CFDT n'est pas contre le fait que l'Unedic en fasse un autre* ». D'autres syndicats proposent d'augmenter la durée d'indemnisation de plusieurs mois.

Las, le gouvernement vient de débloquer les fonds nécessaires au financement de 360 000 contrats aidés. Cette mesure, qui permet de diminuer par des aides directes ou indirectes, le coût à l'embauche devrait contribuer à l'embauche des fins de droits, mais elle arrive bien tard. Depuis le mois de juin, tout le monde savait qu'une telle situation allait se produire. Elle présente aussi l'énorme désavantage de dédouaner les entreprises de leurs responsabilités sociales : une fois de plus, après les allègements de cotisations sociales et les multiples aides à l'emploi, l'État prend en charge ce que les entreprises n'assument plus... sans leur demander de rendre des comptes. Elles auraient tort de ne pas en profiter.

Nicolas PALUMBO

Salaires des grands patrons

D'une manière récurrente le débat sur la réglementation des salaires des grands patrons remonte à la surface. Le recours à la fiscalité ne serait-il pas plus efficace ?

Le député communiste Roland Muzeau, s'indignait récemment, lors d'un entretien, du montant exorbitant de la rémunération d'Henri Proglio le PDG d'EDF. Il se situe dans une polémique, qui à gauche, mais aussi à droite dans une moindre mesure, critique les montants gigantesques des rémunérations des dirigeants comparés aux revenus moyens des salariés. Il proposait que les plus hauts revenus des dirigeants ne dépassent pas vingt fois les plus bas salaires de l'entreprise, avec l'argument que pour augmenter les dirigeants, il faudrait augmenter aussi les bas salaires.

Mais alors, pourquoi pas trente fois, dix-huit fois ou vingt-deux fois ?

Les politiques ne doivent pas s'impliquer dans ces débats. Nous sommes entraînés dans un domaine émotionnel, repris avec complaisance par les médias. Cela crée un rideau de fumée sur le fond du problème et embrouille les décisions essentielles à prendre.

On voit bien que les commissions de revenu, à l'intérieur des entreprises, ne fonctionnent pas.

Qui sait quel est le bon revenu dont doit bénéficier un dirigeant ? Comment évaluer objectivement une rémunération globale : salaire, *stocks options*, parachutes dorés, retraites chapeau ? À partir de quelle taille d'entreprise il faut appliquer une règle ? Avec quoi doit-on comparer ces rémunérations ? Il semble que cela doit rester du ressort de l'entreprise.

Sinon les politiques vont devoir courir après tous les feux, sans jamais arriver à les éteindre. Nous observons ces dérives depuis plusieurs décennies.

Doit-on légiférer pour chaque cas, car il y aura une multitude de cas particuliers ? L'opinion publique continuera à être ballotée d'indignation en indignation.

Si les politiques voulaient bien s'arrêter un instant d'intervenir avec complaisance dans les médias pour élaborer enfin quelques principes simples et s'ils étaient courageux, ils commenceraient par revenir sur le privilège du bouclier fiscal.

Ils imposeraient le principe d'une fiscalité re-distributive, de telle sorte que le prélèvement de l'impôt réponde à une logique d'intérêt collectif.

Les bas revenus étant peu imposés, avec une courbe non proportionnelle de progression, confisatoire, qui dissuaderait les rémunérations extravagantes des hauts dirigeants.

Cela favoriserait la pratique de rémunérations raisonnables dans les grosses entreprises.

Cela écumerait les surplus outranciers au profit des caisses de l'État. Et on ne verrait pas régulièrement ce sujet réapparaître.

Car enfin la richesse d'une entreprise procède d'un travail collectif, sinon il n'y a pas d'entreprise. Chacun devant recevoir une juste rémunération de son travail, proportionnelle à son mérite.

Raoul GAILLARD

Haïti sous tutelle

Le retour aux mandats internationaux nous interpelle. La suggestion mérite réflexion.

La reconstruction d'Haïti dépasse les capacités du gouvernement de ce pays exsangue. Déjà, depuis 2004, le pays était assisté d'une force de maintien de la paix, la MINSTUAH (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti) sous commandement brésilien. Le séisme n'a fait tant de victimes que parce que les institutions étaient d'ores et déjà faibles. Il a, de plus, détruit le peu de structures qui restaient, y compris le plus haut immeuble de la capitale qui abritait sur six étages les services des Nations Unies. L'alternative qui s'offre à la ville est donc une plus forte intervention internationale qui va à l'évidence marginaliser, écraser, les autorités locales. L'importance des transferts financiers, la distribution de l'aide humanitaire, exigent sécurité, contrôle, coordination. Une seule réponse : une administration internationale.

Régis Debray a levé le lièvre en inventant le beau mot de *pupille de l'humanité* (*Le Monde*, 20 janvier 2010). Les pays les plus riches du monde et les puissances régionales s'engageraient dans une sorte de plan financier sur cinq ans, géré par une commission mixte incluant les Haïtiens. Il n'a pas rappelé le précédent du plan Marshall, peut-être pour éviter de désigner l'oncle d'Amérique comme principal contributeur et gestionnaire. La querelle sur la rapidité et l'ampleur des secours versés par les Américains à Haïti, accompagnés de dix mille Marines, a fait long feu. L'opération est tout à l'honneur du président Obama, contrastant avec l'apathie de son prédécesseur devant le désastre de la Nouvelle-Orléans. Son ef-

ficacité a fait pâlir tout autre concours, à commencer par celui, balbutiant, de l'Union européenne. Il ne faut pas hésiter à reconnaître que, toutes proportions gardées, les Américains ont été accueillis en sauveurs comme dans la Normandie dévastée de l'été 1944.

Obama et le Congrès américain ne tiennent pas le moins du monde à assumer la responsabilité du gouvernement de Haïti. Une tutelle internationale doit, dans l'esprit de tous, être organisée dans le cadre des Nations Unies. Régis Debray se garde bien de citer le précédent qu'il a pourtant décrit avec mesure et équilibre dans son récit de voyage à Gaza, *Un Candide en Terre sainte*, celui de l'UNRWA (Office des Nations Unies pour les Réfugiés au Proche Orient) qui gère depuis 1949 jusqu'à aujourd'hui l'assistance aux réfugiés palestiniens, seul exemple d'administration directe de ce genre. En effet, le reproche fait à cet organisme est d'avoir fait se prolonger le statut des réfugiés, leur avoir permis de survivre et de se perpétuer, sans jamais résoudre le problème au fond, lui fournissant même au contraire les moyens de perdurer à l'infini. La limite de cinq ans pour Haïti est-elle crédible ?

Bernard Kouchner a rejeté l'idée, reprochant à Régis Debray de parler de beaux atours une réalité crue qui serait celle de la tutelle, c'est-à-dire, même s'il n'a pas osé le dire, un substitut de la colonie.

Il a rejeté toute comparaison avec le Kosovo où il s'agissait de pacifier un conflit où deux parties de la population s'opposaient. À Haïti au contraire, un processus démocratique s'était enraciné depuis les dernières années. Il y a

donc place pour un gouvernement légitime. Régis Debray le concède volontiers, encore qu'il ne parle prudemment que de quelques personnalités et pas des institutions.

On aurait pu rappeler le précédent de Timor lorsqu'il s'est séparé de l'Indonésie.

Les Nations Unies disposent normalement de la palette d'organismes nécessaires pour faire face à la crise et à la post-crise. La question longtemps débattue, et qui a suscité des réformes encore inachevées au sein du système des Nations Unies, est la transition de l'un à l'autre, du militaire au civil, du maintien de la paix à la reconstruction. Comment passe-t-on des Casques bleus aux casques jaunes de protection des chantiers du bâtiment ? Une chose est de fournir des secours d'urgence, une autre de diriger un vaste plan de reconstruction.

L'économiste Paul Collier a suggéré la création d'une Autorité provisoire de développement dotée de vastes pouvoirs, qui serait l'opérateur des fonds de reconstruction fournis par la Banque Mondiale, le FMI et les grands bailleurs de fonds. Moins de lyrisme et de fraternité, plus d'ingénierie technique. Une grande personnalité extérieure, incontestable, à sa tête, (l'hebdomadaire britannique *The Economist* suggère le président Lula lorsqu'il devra bientôt prendre sa retraite), en coprésidence avec le Premier ministre haïtien. Le test du succès sera l'adhésion du peuple haïtien à la base, et aussi l'engagement de la diaspora qui doit rentrer mettre au service du pays natal les compétences notamment économiques exercées aux États-Unis, au Canada et ailleurs.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **AUSTRALIE** – Après sa première visite officielle, au nom de la reine, effectuée en Nouvelle Zélande, le prince William (27 ans et deuxième dans l'ordre de succession au trône) a poursuivi son voyage par un séjour informel de trois jours en Australie où il a été notamment gratifié d'un accueil enthousiaste lors de sa visite d'un quartier aborigène défavorisé de Sydney. Cette visite a eu un impact important et immédiat sur le soutien à la monarchie dans un pays où le mouvement républicain avait beaucoup augmenté au cours des deux dernières décennies. Un sondage effectué immédiatement après la visite princière et publié dans le *Telegraph* a montré un large glissement de l'opinion où les partisans de l'instauration d'une république sont passés de 59 % à 44 %. Ce voyage marque également un pas important dans l'apprentissage de son futur métier de roi pour le prince William, ce qui a conduit la presse britannique à supposer une prochaine modification de l'ordre de succession, immédiatement officiellement démentie.

◆ **CAMBODGE** – Le roi Norodom Sihamoni sera officiellement reçu à l'Académie des inscriptions et belles-lettres le 12 mars prochain. C'est en juin 2008 que le roi avait été élu comme associé étranger à l'Académie en raison de son rôle pour la défense du patrimoine khmer et en faveur de la recherche historique et archéologique de son pays, en particulier par son soutien à l'École française d'Extrême-Orient.

◆ **GRANDE BRETAGNE** – La reine Elizabeth II effectuera fin juin une visite d'État au Canada puis elle se rendra début juillet à New York où elle prononcera un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, à la fois comme chef d'État du Royaume-Uni et de quinze autres pays mais aussi en tant que chef du Commonwealth qui rassemble cinquante-quatre États tous membres des Nations unies.

◆ **RUSSIE** – La grande-duchesse Maria Vladimirovna, chef de la maison impériale Romanov a saisi la justice russe pour réclamer la reprise de l'enquête criminelle sur l'exécution du dernier tsar Nicolas II. Enquête close il y a un an après que le Procureur général avait estimé que trop de temps s'était écoulé depuis le crime, et que ceux qui étaient responsables de l'assassinat étaient morts. Selon les Romanov, la décision de clore l'enquête « contredit la décision de la Cour suprême » russe qui a reconnu, en octobre 2008, Nicolas II et sa famille comme « victimes de la répression politique » et conduit à un « nihilisme juridique ».

◆ **MALAISIE** – Le sultan de Johor, Iskandar Ismail, est décédé à l'âge de 77 ans. Devenu sultan de Johor en 1981, il avait été élu roi de la Malaisie en 1984 pour cinq ans. C'est son fils aîné Tunku Ibrahim Ismail Iskandar qui a été proclamé comme nouveau sultan. Johor est un des treize États de la Malaisie, monarchie fédérale parlementaire multipartite où le roi dispose de pouvoirs importants. Nommé pour cinq ans parmi les sultans des neufs sultanats de Malaisie, le roi peut notamment décréter l'état d'urgence et c'est également lui qui désigne le Premier ministre.

Qui en profite ?

Journaliste spécialisé dans l'analyse économique, Jean-Michel Quatrepoint a travaillé au *Monde* pendant onze ans, puis dirigé les rédactions de *l'Agefi*, de *La Tribune* et du *Nouvel Économiste* avant d'animer quinze années durant la *Lettre A*. Il a publié en 2008 *La Crise globale*, au moment même où éclatait la crise qu'il avait prévue et dont il explique dans l'entretien ci-dessous les principaux facteurs. Puis il montre comment Barack Obama est tombé sous la coupe du milieu financier américain, résumant l'analyse publiée récemment dans *La dernière bulle*.

■ **Royaliste : Pourriez-vous résumer les événements qui ont conduit à la crise globale ?**

Jean-Michel Quatrepoint : Je vais commencer par une boutade : une alliance s'est formée depuis trente ans entre Wal-Mart (la grande distribution), Wall Street et le Parti communiste chinois. Cette triplice a organisé la mondialisation qui a débouché sur la crise - dont les trois acteurs sont aujourd'hui les grands gagnants ! Cette boutade résume un long processus historique qu'il me faut rapidement évoquer.

Il y a trente ans, les États-Unis étaient en mauvaise situation à cause du Watergate, de la défaite au Viêt-Nam et de la révolution iranienne. Ils souffraient par ailleurs de la baisse de la rentabilité du capital, suite à un partage de la valeur ajoutée qui favorisait le travail. Les capitalistes rechignaient donc à investir.

La réaction à cette situation a d'abord été marquée par un travail intellectuel qui a pro-

duit la doctrine néo-libérale que vous connaissez bien. Ronald Reagan a été élu pour appliquer cette doctrine, pour gagner la bataille idéologique contre le communisme et la bataille industrielle contre les Japonais.

C'est dans cette perspective que les Américains ont passé un accord avec la Chine au début des années quatre-vingt. Les deux puissances avaient tout intérêt à s'opposer au Japon qui visait à la domination de la zone Asie-Pacifique et qui commençait à s'emparer de positions fortes aux États-Unis.

■ **Royaliste : Comment les Chinois et les Américains ont-ils bloqué l'expansion japonaise ?**

Jean-Michel Quatrepoint : Ils ont utilisé l'arme monétaire. Lors de la négociation sur la rétrocession de Hongkong en 1982-1983, le dollar de Hongkong a été aligné sur le dollar américain. Et comme la Chine avait fait de cette ville le sas qui assurait son commerce avec le monde

occidental, tout le monde a compris dans la région que la Chine basculait dans la zone dollar et que la zone yen était mort-née. De fait, les multinationales japonaises se sont rapidement délocalisées en Chine afin d'éviter le risque de change. Puis les États-Unis ont obligé les Japonais à réévaluer leur monnaie en 1985 - ce que les a conduit au désastre quelques années plus tard - et l'Union soviétique a imploré...

Un autre objectif est atteint au cours des années quatre-vingt aux États-Unis : le partage de la valeur ajoutée s'inverse au bénéfice du capital.

■ **Royaliste : Peut-on parler de la victoire de droites réactionnaires ?**

Jean-Michel Quatrepoint : Ce sont les socialistes français qui ont engagé la France sur la voie de la déréglementation, sous l'égide de Pierre Bérégovoy. De même, aux États-Unis, ce sont les démocrates qui, avec Bill Clinton, ont été les champions de la

déréglementation sous le prétexte de démocratiser Wall Street et de réconcilier les financiers et les industriels. Dans le même temps, le mouvement de délocalisation vers la Chine s'accélère : la Chine s'ouvre aux usines étrangères non pas pour satisfaire ses propres besoins mais pour réexporter afin que la Chine puisse engranger des devises. Tel est le point crucial.

■ **Royaliste : Pourquoi les multinationales ont-elles accepté ?**

Jean-Michel Quatrepoint : Elles y trouvaient largement leur compte car la main d'œuvre chinoise est très peu chère et maintenue en état de soumission. De plus, les Chinois ont exigé de la grande distribution (Carrefour notamment) qu'elle exporte autant de produits qu'elle en vendait sur le marché chinois. Les multinationales ont vu leurs profits exploser et elles les ont localisés pour une bonne part dans les paradis fiscaux. Ce mouvement a été accéléré par la déréglementation douanière et financière. Laurence Summers, qui fut le deuxième secrétaire d'État au Trésor de Clinton, a été l'un des principaux agents de cette politique : c'est lui qui a détruit en 1999 le *Glass Steagall Act* qui séparait les banques de dépôt et les banques d'investissement. Notez que Laurence Summers est aujourd'hui le chef des conseillers

économiques de Barack Obama !

La révolution Internet accélère les processus de délocalisation : on peut passer une commande dans la nuit à une usine chinoise qui livre très rapidement, de même que les paiements sont accélérés. D'où de nombreux licenciements. Mais aux États-Unis, les travailleurs licenciés de la grande industrie vont s'employer à bas prix. Ils achètent moins cher chez Wal-Mart des produits chinois et on leur promet que la perte de leur pouvoir d'achat sera compensée par leurs placements en Bourse. C'est ainsi que l'économie américaine fonctionne dans la deuxième partie des années quatre-vingt-dix.

■ **Royaliste : En quoi le 11 Septembre a-t-il changé la donne ?**

Jean-Michel Quatrepoint : À partir de 2002, les courbes économiques enregistrent un changement complet. Profondément choqués par les attentats, les États-Unis veulent montrer aux islamistes que les Américains peuvent rebondir face au risque d'effondrement de la consommation et des marchés financiers. C'est pourquoi ils inondent le marché de liquidités (la Fed baisse les taux d'intérêt) et se persuadent que consommer est un devoir patriotique, que prêter ou s'endetter est un acte patriotique. On prête donc de l'argent à ceux qui ont de faibles ressources afin qu'ils puissent eux aussi soutenir l'économie américaine. Par exemple, les grandes firmes d'automobile font des crédits gratuits à cinq ans.

D'autre part, la Chine entre dans l'*Organisation Mondiale du Commerce* en novembre 2001 : les droits de douanes tombent, les produits chinois sont encore plus compétitifs, les grandes marques produisent de plus en plus en Chine et placent leurs profits dans les paradis fiscaux, les États-Unis importent de plus en plus de produits chinois. La Chine ne redistribue pas l'argent qu'elle encaisse, elle augmente ses réserves et achète des bons du Trésor américain. Dans le même temps, le système de crédits hypothécaires

se développe aux États-Unis et la consommation est ainsi soutenue par les *subprimes* qui sont un excès de crédit accordé aux pauvres. Dans les banques, on ne cesse d'inventer des produits financiers et les profits augmentent. En 2008, il y avait 700 000 milliards de dollars de produits dérivés, pour un PIB mondial de 65 000 milliards de dollars. Il y a surabondance de monnaie, mais on n'investit pas dans les secteurs de pointe.

Lorsque la Fed décide d'augmenter les taux d'intérêts, elle étouffe les ménages endettés, les entreprises et les banques qui ont prêté à tout va. C'est ainsi que la crise éclate.

■ **Royaliste : Comment a été conçue la relance de l'économie américaine ?**

Jean-Michel Quatrepoint : Après le krach de *Lehman Brothers*, BlackRock (un grand investisseur peu connu du public) et quelques autres sociétés ont mis au point le plan de relance de Bush. Ce sont les mêmes qui ont opéré lorsque Barack Obama est entré en fonctions. Le nouveau président s'est entouré d'une équipe économique choisie par les clintoniens et qui représente les intérêts de Wall Street. Il n'est donc pas étonnant que le plan de sauvetage des principales banques (Goldmann Sachs, JP Morgan...) ait consisté à nationaliser les pertes des banques privées. Cela s'est fait à travers la Fed qui a inondé le système bancaire de monnaie avec un taux d'intérêt à 0 %.

En contrepartie, si l'on peut dire, elle a récupéré 3000 milliards de dollars d'actifs toxiques. Avec l'argent de la Fed, les banquiers ont acheté des bons du Trésor à 3,75 %, ils ont prêté à une clientèle choisie à des taux compris entre 4 et 20 %. Ils se sont donc très vite refait une santé ! Ils ont organisé la remontée des cours de Bourse à partir de mars 2009. En avril, ils ont arrangé leurs comptes pour faire valoir des résultats positifs ce qui a rendu leurs actions attrayantes. Puis la hausse a alimenté la hausse.



■ **Royaliste : Pourquoi cette complaisance de Barack Obama à l'égard des milieux financiers ?**

Jean-Michel Quatrepoint : Je ne suis pas le seul à penser que le nouveau président aurait dû prendre le risque de nationaliser les 18 principales banques du pays, de les nettoyer de leurs actifs et de les remettre sur le marché en faisant un *Glass Steagle Act*. Mais Barack Obama est un homme de compromis. Or le groupe de pression financier est le plus puissant des États-Unis : l'industrie financière, c'est 21 % du PIB américain, 40 % de la totalité des profits des entreprises américaines mais seulement 6 % de l'emploi. Barack Obama avait tout intérêt à soutenir les financiers, qui lui garantissaient la reprise jusqu'aux élections de *midterm* en novembre 2010 et qui lui permettaient de réussir sa réforme de la santé.

Selon moi il a fait un marché de dupe. Laissées libres, les banques ont fait ce qu'elles savent faire : des bulles. Avec l'argent obtenu par la Fed, elles spéculent actuellement sur les monnaies et sur les matières premières. Depuis le 9 mars 2009, les marchés financiers ont augmenté de 70 %. La grande distribution a vu son chiffre d'affaires progresser pour les raisons que j'ai exposées : 70 % des produits Wal-Mart sont fabriqués en Chine, les importations de

cette société représentent 15 % des importations américaines de Chine et elle est son sixième client.

Les Chinois sont les grands gagnants : ils sont l'usine du monde, ils fabriquent de tout. Ils ont augmenté leurs parts de marché aux États-Unis : les produits chinois représentaient en octobre 2009, 19 % de la totalité des importations américaines. De plus, ils sont les banquiers des Américains. Le montant de leurs réserves est de 2 300 milliards de dollars dont 800 milliards en bons du Trésor américains. Comme le yuan est indexé sur le dollar en juillet 2008, ils sont tranquilles par rapport au cours du dollar. Quand Obama va à Pékin, il se rend chez son banquier et son fournisseur... qui a une volonté hégémonique manifeste, par volonté de revanche sur les Occidentaux. Les Chinois mettent la main sur les matières premières, sur les produits agricoles. Ils sont l'usine du monde et ils peuvent mater tous ceux qui y travaillent : la Chine n'est pas une démocratie, et son armée est capable de maintenir l'ordre dans le pays.

Propos recueillis par B. La Richardais

📖 Jean-Michel Quatrepoint - « *La crise globale* », Mille et une nuits, 2008, prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)

📖 Jean-Michel Quatrepoint - « *La dernière bulle* », Mille et une nuits, 2009, prix franco : 18 €. [Achat immédiat](#)

La France selon l'esprit

Une lecture attentive de l'œuvre de Charles de Gaulle permet de savoir comment il se représentait la France. Voici donc douze pages de son histoire, telles que le Général aurait pu nous la raconter.

Le livre de Raphaël Dargent est audacieux. Il faut avoir une belle assurance pour exposer ce qu'un homme a de plus intime : son imaginaire. La tâche n'est pas impossible cependant, quand il s'agit d'un grand homme de la République qui a beaucoup écrit et beaucoup parlé. Comme le Grand homme n'est autre que Charles de Gaulle, comme il a beaucoup évoqué notre patrie, il est facile de montrer comment il se représente la France. Mais il faut de très solides connaissances historiques pour nous dire comment le Général nous l'aurait racontée. Historien, membre du Conseil scientifique de la Fondation Charles de Gaulle, Raphaël Dargent était tout à fait qualifié pour tenter l'aventure historiographique, politique et littéraire.

Au terme, cela donne un ouvrage solide et réconfortant. À l'heure où les débats sur l'identité nationale sont annoncés dans un verbiage déstructuré, exprimés par des fantasmes abjects et présentés sous forme de clichés empilés comme chaises en sacristie, il est vivifiant de se retrouver à haute altitude en compagnie des grandes figures de notre histoire nationale. Hauteur ne signifie pas splendide isolement : les citoyens français et ceux qui aspirent à le devenir seront tous heureux de contempler

ces douze tableaux d'Histoire de France (1) qui disent l'essentiel sur l'histoire et sur la politique nationales. Donc sur la nation elle-même. Car la nation française, c'est une aventure historique singulière sous l'égide du pouvoir politique qui œuvre selon le droit. Ce qui est formidable, avec Charles de Gaulle, c'est qu'il rassemble toute cette histoire, souvent brouillonne, lourde de contradictions et de violences dans une même dynamique comme il le fit *in concreto* lorsqu'il mena la lutte de libération nationale et, par deux fois, le redressement du pays.

Nous, les royalistes, fixons le début de l'histoire nationale - de la continuité de celle-ci - au sacre d'Hugues Capet en 987. Du coup, Vercingétorix est situé hors champ, Clovis appartient à notre préhistoire et nous considérons que la logique impériale développée par les deux Napoléon est en rupture - désastreuse - avec notre histoire nationale. Le Général a une plus ample perspective (« *cela fait quinze cents ans que je le dis !* », plaisantait-il) et réintègre tout le monde dans une vision critique mais unifiante. Cela peut donner lieu à d'agréables discussions le soir au coin du feu mais il ne faut surtout pas oublier, au fil des propos échangés, que le général de Gaulle reprend et mobilise l'imaginaire national en vue de l'avenir : il faut

que les citoyens puissent prendre le meilleur dans l'histoire accomplie pour s'en inspirer librement. Avec lui, nous sommes à l'opposé d'une reconstitution réactionnaire de l'histoire de France.

C'est pourquoi on accepte avec reconnaissance les choix effectués par Raphaël Dargent, qui peint notre histoire en dix tableaux qui correspondent à dix figures éminentes que Charles de Gaulle réunit en sa personne : « *Tout à la fois Vercingétorix quand il est la Résistance, Clovis quand il est la Foi, Hugues Capet quand il est la Légitimité, Saint Louis quand il est la Vocation universelle, Philippe Auguste quand il est le Rassemblement, Jeanne d'Arc quand il est l'Incarnation de la France, Louis XI quand il est le Réalisme politique, Richelieu quand il est l'Autorité de l'État, Louis XIV quand il est la Grandeur, Napoléon quand il est la Gloire, Gambetta quand il est la force du Verbe, Clemenceau quand il est le Caractère* ». Cette certaine idée que le Général se fait de la France est une idée qui s'incarne au sens premier : elle est charnelle, elle a forme et figure humaines, elle est tout à la fois affective et rationnelle.

Si d'aventure un dirigeant de la gauche ouvre ce livre, il froncera les sourcils. La gauche a toujours récusé l'incar-

nation en politique, préférant tenir de très agréables discours sur le Peuple. Mais le peuple français aime à se retrouver dans de grandes figures et la Gauche elle-même doit s'avouer qu'elle ne serait rien si Léon Gambetta, Jean Jaurès, Léon Blum et François Mitterrand n'avaient pas existé. Et il serait bon qu'elle se souvienne qu'à refuser les Grands hommes, on risque d'en venir à idolâtrer de grands criminels tels Staline et Mao. Il est donc sage de se pénétrer de la pensée gaullienne - celle d'un homme qui fait l'histoire selon l'esprit de l'histoire nationale, qui agit selon des figures incarnées de l'idée, qui sert l'État sans trahir le peuple, qui réussit deux révolutions en les inscrivant au plus profond de la tradition nationale et qui fonde sur une claire conception de l'autorité une démocratie parlementaire qui n'exclut pas le recours au référendum.

Avant de se lancer dans de nouvelles entreprises, les dirigeants de la gauche devraient commencer le livre de Raphaël Dargent par les chapitres consacrés à ces deux patriotes que furent Gambetta et Clemenceau. Et puisqu'il est beaucoup question ces temps-ci de tradition chrétienne et de laïcité, à gauche et à droite on lira les pages où se trouve évoqué ce *laïc chrétien* que fut le général de Gaulle. Laïcité rigoureuse pour tout ce qui concerne le service de l'État, pratique religieuse connue de tous sans qu'elle soulève la moindre polémique. Le général de Gaulle assistait à la messe mais ne communiait jamais en public, du moins sur le territoire national. Que la leçon, c'en est une, ne soit pas perdue...

Maria DA SILVA

(1) Raphaël Dargent - « *De Gaulle, Portrait en douze tableaux d'Histoire de France* », Éd. Jean-Paul Bayol, 2009, prix franco : 32 €. [Achat immédiat](#)

Albert Camus, pour un cinquantenaire

Que dire de cette célébration universelle, quasi unanime, de l'homme et l'écrivain Albert Camus à l'occasion des cinquante ans de sa disparition par ailleurs absurde et insupportable ? Du bien, rien que du bien, sans aucune ironie. Pour ma génération, cela représente une belle revanche à l'encontre des mauvais procès d'autrefois et c'est surtout l'occasion de penser le passé et le présent à une certaine hauteur, à un certain degré d'exigence qu'il n'est pas si commode d'atteindre. Je n'avais pas dix-huit ans lorsque l'auteur de *L'Homme révolté* s'est tué dans un accident de la route cruel à tous égards, parce qu'il nous privait d'abord d'un écrivain qui de son propre aveu, n'avait qu'amorcé son œuvre, pourtant déjà si riche. Cruel, il l'était aussi, parce qu'il nous privait d'un témoin, d'un éclaircisseur dont la lucidité nous était nécessaire en nos temps difficiles. Ce n'est pas pour rien que j'avais lu ses *chroniques algériennes*, y cherchant sinon la solution, du moins la vérité sur un conflit auquel il s'identifiait par son origine et son déchirement intime. À cinquante ans de distance, je reste étonné de l'incompréhension manifeste qui entoure sa position douloureuse et atypique, comme si le peuple *pieu noir* était un reliquat sans intérêt et le passé franco-algérien ne constituait pas encore aujourd'hui une énigme à déchiffrer. Seul un Jean Daniel, peut-être, prolonge encore ce souci obsolète et tenace.

Camus c'était pour moi aussi, un écrivain prestigieux et un penseur authentique. La méchante attaque contre « *le philosophe pour classe terminale* » ne m'a jamais impressionné. À ce compte, Sartre l'était autant que lui, et si Heidegger était plutôt penseur pour khâgneux, la question n'était pas là. Autrefois on étudiait *La princesse de Clèves* en troisième et Pascal en seconde, avec la même conviction de puiser à un trésor sans fin. Camus comme penseur, ne cessera de s'imposer infiniment plus que Sartre, parce qu'il a intégré tout le génie de la Grèce avec sa sensibilité de méditerranéen, en sachant que la beauté du monde n'était pas indemne de la démesure qui peut briser les cités heureuses et l'homme même, livré à l'absurde. Mais il faut insister sur le politique, tel qu'il s'est affirmé dans la rude polémique d'après-guerre qui concerne le totalitarisme soviétique. Bien sûr, Camus n'est pas le seul à avoir compris et dénoncé le stalinisme. Un Raymond Aron a fait preuve d'autant de sagacité – certains prétendent mieux éclairée. C'est vrai qu'il avait beaucoup mieux travaillé Marx que tous ses contemporains, à l'exception peut-être du Père Jean-Yves Calvez qui vient de nous quitter et auquel on doit un ouvrage de référence (1956), qui était même parfois recommandé aux militants communistes (1). Mais il me semble que Camus fut beaucoup plus sensible qu'Aron à l'esprit révolutionnaire, caractérisé par le nihilisme. Ce grand lecteur de Dostoïevski avait perçu la transgression majeure qui caractérise les possédés dans la généalogie d'un révolutionnarisme russe qui aboutira au nihilisme institutionnel sanglant de Lénine, Staline et de leurs émules et subordonnés. Jusqu'à Pol Pot et

l'horrible génocide cambodgien. Ce bilan est accablant et c'est *L'Homme révolté* qui en a établi le diagnostic le plus profond.

J'ai relu les textes de la période, notamment l'article de Francis Jeanson, publié dans les *Temps modernes* contre cet incommode contradicteur. Je dois dire que j'en ai trouvé la tonalité moins insupportable que je m'y attendais et telle que mon souvenir m'en persuadait. Ce n'est pas de la basse littérature, fabriqué par la canaille stalinienne. De vraies objections sont posées. Bien sûr, lorsque Jeanson s'en prend à « *une certaine inconsistance de la pensée, qui la rendrait indéfiniment plastique et malléable* », il n'est pas crédible et donne l'impression d'un mépris de fer à l'égard de l'écrivain sommé d'avouer sa honte d'être glorifié par toute la droite. Plus grave peut-être encore le grief de se contenter d'un *avenir individuel* dès lors que tout *avenir historique* serait barré. En d'autres termes, Camus est accusé de rejeter l'histoire sous couvert de mettre en cause l'historicisme. Dès lors que la cause de la Révolution est répudiée, il n'y a plus qu'à se satisfaire de l'ordre établi. Indifférent à l'histoire, il

lui faudrait tout avaliser : « *À nos regards incorrigiblement bourgeois, il est bien possible que le capitalisme offre un visage moins convulsé que le stalinisme : mais quel visage offre-t-il au mineur de fond, au fonctionnaire sanctionné pour faits de grève, au Malgache torturé par la police, au Vietnamien nettoyé au napalm, au Tunisien ratissé par la Légion ?* »

Est-il vrai que Camus s'est enfermé dans une révolte statique, qui ne peut plus concerner que Camus lui-même ? Évidemment non. Car l'auteur de *L'Homme révolté* n'avalisait aucune injustice et tout acte de violence ou de torture contre l'individu désarmé lui était insupportable. Mais il avait aussi l'honnêteté supérieure de reconnaître, contre l'insensibilité idéologique des partisans, que les violences n'étaient nullement unilatérales et que leur déchaînement rendait impossible toute justice. Qui pouvait l'entendre, à propos de

son Algérie natale, du terrorisme et de la répression, lorsqu'il dénonçait *la surenchère dégoûtante entre les crimes* ? On ne comprend rien à ses convictions et à ses engagements si on ne voit pas que la primauté de l'exigence éthique est absolue et qu'elle ne saurait être niée par des prétentions révolutionnaires qui prennent l'histoire en otage, pour en indiquer le sens inéluctable et écraser tous ceux qui s'opposent à sa logique.

J'en viens ainsi à sa fameuse phrase sur *sa mère et la justice*, qui me semble souvent incomprise. Comme si le moraliste sourcilieux avait fait une exception à l'universalité kantienne au profit de la singularité charnelle ! J'ai même lu que Camus érigeait *l'ordre de la tribu* et celui du *sang* contre la Justice. On ne peut pas mieux délirer, alors que le prix Nobel ne fait qu'accorder l'exigence universelle avec l'irréductibilité singulière du visage, selon Emmanuel Levinas. Camus en défendant sa mère contre le terrorisme aveugle ne s'insurge pas contre l'universel, il est du côté de l'universel concret en dehors duquel il n'y a plus de tout de morale, puisque l'autre n'a plus de visage. L'écrivain est cohérent avec toute sa vie et ses engagements. Sa conception de la justice était incompatible avec la Terreur nihiliste stalinienne, elle l'était tout autant avec un terrorisme qui pouvait tuer la plus humble femme du petit peuple pied noir d'Alger. ■

(1) Jean-Yves Calvez - « *La pensée de Karl Marx* », Éd. du Seuil, Points essai, prix franco : 12 €.

[Achat immédiat](#)

Sur Camus, en dehors de son œuvre entièrement disponible, je renverrai aux deux numéros hors série du *Monde* et du *Figaro* où j'ai trouvé des dossiers judicieux.



par Gérard Leclerc

Biribi, mythes et réalités

**Nul lieu n'a jamais porté ce nom maudit mais durant plus d'un siècle
Biribi a symbolisé la forme extérieure de l'oppression militaire.**

L'idée de séparer à l'intérieur des armées les éléments sains d'éléments douteux, y voir même une période propre à la réinsertion d'individus anti-sociaux au sein de la nation n'était pas absurde. À cette fin, les premiers corps spéciaux ont été créés à la Révolution, développés sous l'Empire et réorganisés à diverses reprises pour former une sorte de nébuleuse complexe d'unités disciplinaires qui ont connu leur plein développement lors de la conquête de l'Algérie puis de toute l'Afrique du Nord. *Biribi*, sous ce nom générique d'origine italienne, naissait. Biribi c'est donc l'Afrique, celle du malheur, de la souffrance, de la fatalité, le désert, la rocaïlle, celle des punitions inhumaines. De 1830 à la dissolution de la dernière compagnie en 1976, ils seront entre 600 000 et 800 000 hommes à avoir vécu l'enfer.

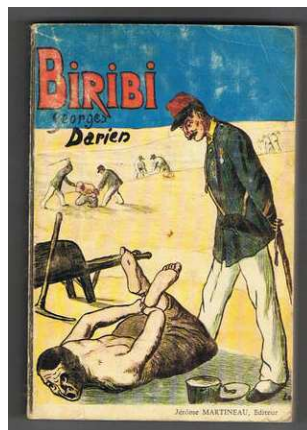
Qui sont ces hommes surnommés tout d'abord les *Zéphyrs* puis, plus connus, sous le sobriquet de *Joyeux* ? Aucune illusion à avoir : pas des tendres, des insoumis, déserteurs, automutilés, ivrognes, rebelles à toute autorité. Sont-ils pleinement responsables de leur comportement ? La grande majorité est marquée par le sort, des *pas de chance*, enfants naturels livrés à eux-mêmes dès l'enfance, parents alcooliques, alcooliques eux-mêmes, ils concentrent toutes les tares de la société : voyous de

banlieues, souteneurs, caïds des barrières, dégénérés, demi-fous, beaucoup relèvent davantage du psychiatre que de l'adjudant, de l'asile que du gourbi. C'est cette misère humaine, cette lie de la société qui est confiée à des cadres – les chaouchs – tout aussi alcooliques, brutaux, parfois d'une perversité diabolique qui ne connaissent que la sanction, le silo, la crapaudine, le clou, la barre de justice sans compter les pratiques les plus répugnantes.

Ce sont aussi des engagés qui découvrant les rigueurs militaires, ne l'acceptent pas, des *tirés au sort* qui refusent l'injustice de cette loterie, puis, lors de la généralisation du service militaire, ils seront nombreux ceux qui, ayant eu affaire avec la justice avant leur incorporation, iront grossir les rangs des fameux *Bat d'Af* de Tataouine dans le Sud tunisien.

Le rituel est bien rodé : humiliations, provocations ; attendre la réaction de ces fortes têtes et le processus est enclenché : la consigne, la salle de police, la prison, le conseil de guerre et la migration d'unités en unités de plus en plus sévères et toujours la faim qui affaiblit et la soif qui torture, le travail harassant. Les cailloux cassés ce n'est pas un mythe.

Au-delà des 10 à 12 h pendant lesquelles s'exerce l'autorité des chaouchs la vie continue. Cette vie collective, une fois assoupie la domination des gradés, vire dans la violence régie par d'autres formes d'oppression, celles instaurées par les durs : *quand le sergent se couche, le caïd se lève*. Les relations sexuelles sont dominantes, c'est autour d'elles que se réorganise l'ensemble



de la vie sociale, des normes et des valeurs collectives. Fort naturellement, l'absence de femmes conduit à l'homosexualité qui constitue un recours et une issue. À travers elle on retrouve les formes habituelles de l'hétérosexualité : couples unis, passions, jalousie, viols et même les souteneurs qui prospèrent en monnayant les services de leurs protégés auprès de gradés amateurs. Toutes ces pratiques en théorie interdites dont les autorités s'accommodent au point d'annoter les livrets individuels des lettres A et P fort explicites.

Que savait la population de cette vie d'enfer ? En réalité peu, au-delà de tout un folklore exotique, d'une littérature pittoresque, images parmi d'autres liées aux heurs et malheurs de l'aventure coloniale, quelques reportages

issus de milieux antimilitaristes et suspects pour cela. Le célèbre roman de Georges Darien « *Biribi, discipline militaire* » (1) doit être salué comme une exception. Rares sont les rescapés à avoir écrit leurs souvenirs en raison de l'analphabétisme et de la « *pauvreté des compétences culturelles* ». En fait leurs célèbres et quasi obligatoires tatouages illustrent mieux que bien des récits ce que fut leur souffrance. Il a fallu attendre 1924 et le terrible réquisitoire d'Albert Londres « *Dante n'avait rien vu – Biribi* » (2) pour que la nation bouleversée prenne conscience de cette horreur. Cette date marque le début de la longue agonie du système.

Albert Londres avait décrit ce qui était vécu à Biribi, il n'en racontait pas l'histoire. Cette lacune vient d'être comblée par Dominique Kalifa, universitaire et historien (3). Un livre à l'écriture précise et dépouillée, un texte dur, parfois hallucinant, très solidement référencé. L'auteur a largement puisé dans des archives maintenant accessibles de l'armée, ses services de santé et de justice. Un travail de recherche et de synthèse considérable bien qu'encore incomplet puisque reste à écrire l'histoire des compagnies coloniales qui ont constitué le degré le plus effroyable de la répression militaire.

Ce livre n'est pas un pamphlet antimilitariste, ce n'est pas une légende mise en page, c'est une histoire vécue. Celle d'une tumeur maligne qui s'est développée trop longtemps au sein d'une institution qui avait fait de l'honneur, des siècles durant, sa vertu principale et l'avait maintes fois démontré.

Michel FONTAURELLE

📖 (1) Georges Darien – « *Biribi, discipline militaire* », Éd. du Rocher, prix franco : 9 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Albert Londres – « *Dante n'avait rien vu, Biribi* », prochaine réédition chez Arléa, prix franco : 9 €. [Achat immédiat](#)

📖 (3) Dominique Kalifa – « *Biribi – Les bagnes coloniaux de l'armée française* », Perrin, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

Iran

Les deux militants monarchistes ont été pendus !

Ainsi en dépit des plus de 70 000 signataires qu'avait rassemblés le Collectif pour la libération de Mohammad-Reza Ali-Zamani le gouvernement iranien a fait pendre deux des monarchistes, Mohammad-Reza Ali-Zamani et Arash Rahmanpour, dont le seul « crime » est d'avoir été opposants au régime des mollahs, qualifiés de mohareb , « ennemis de Dieu ».

La Conférence Monarchiste Internationale (CMI), dont la Nouvelle Action royaliste fait partie, a immédiatement publié le communiqué suivant :

De sources iraniennes confirmées par l'AFP nous apprenons que le journaliste monarchiste Mohammad-Reza Ali-Zamani et le jeune Arash Rahmanpour (20 ans), tous deux membres de l'Association de la Monarchie d'Iran, ont été exécutés par pendaison tôt ce matin 28 janvier 2010 à Téhéran par les autorités de la République Islamique d'Iran.

Les deux hommes avaient été condamnés à mort pour leur rôle dans le mouvement de protestation qui avait ébranlé la République islamique après l'élection présidentielle de juin. Leur appel avait été rejeté le 4 novembre dernier.

Au-delà de l'engagement politique monarchiste de ces hommes, c'est l'ensemble de la communauté internationale qui aurait du se mobiliser pour sauver la vie de prisonniers politiques condamnés à mort du simple fait de leur opposition à une dictature islamiste illégitime et théocratique.

La Conférence Monarchiste Internationale proteste violemment contre ces exécutions, tragiques illustrations de l'arbitraire qui préside aux destinées de l'Iran.

La Conférence Monarchiste Internationale dénonce le silence complice de nombre de médias et de gouvernements occidentaux.

Nous demeurons sans nouvelles des trois autres condamnés à mort en attente de l'exécution de leur sentence et de neuf autres condamnés encore en phase d'appel.

La Conférence Monarchiste Internationale appelle à remobiliser les énergies pour sauver les condamnés restant. Elle rend par ailleurs hommage à ces deux militants monarchistes martyrs de leur cause et de leur engagement.

Sylvain ROUSSILLON
Secrétaire général de la CMI

CAFÉ POLITIQUE

Sous l'égide de Philippe Labarrière et de Hervé Duval et dans les locaux de la NAR, nous vous invitons à nous retrouver le **samedi 13 février à partir de 17h pour participer à un café politique** avec des discussions libres et de façon informelle et amicale. Cette invitation concerne non seulement le public des Mercredis de la NAR mais aussi nos autres amis et sympathisants qui pourront ainsi mieux se connaître. Pour ceux qui le désirent, un repas dans un restaurant voisin suivra (prière de s'inscrire en téléphonant au 01.42.97.42.57).

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 10 février - L'histoire du Front national est bien connue et ce parti a marqué la vie politique française pendant une vingtaine d'années. Dans l'ouvrage qu'il consacre aux « extrêmes droites en France », **Jean-Paul GAUTIER**, historien et politologue, montre que le FN est issu d'une nébuleuse de petites formations et de groupuscules divisés en plusieurs courants idéologiques : maurrassiens héritiers de l'Action française ; cohortes diverses des rescapés de la Collaboration de droite ; fascistes authentiques et nostalgiques de l'hitlérisme, en petit nombre ; catholiques intégristes... Le combat pour l'Algérie française, qui ne mobilisa pas la seule extrême droite, donnera à tous ces groupes une cause commune.

Mais aujourd'hui « **En avons-nous fini avec l'extrême droite ?** » Le déclin du Front national conduit à répondre par l'affirmative mais il n'est pas impossible que de nouvelles formes d'extrémisme renaissent ou surgissent

sent dans les années à venir. La question est donc à examiner de près.

● Mercredi 17 février - Que savons-nous de la Russie ? Ceux qui ne parlent pas la langue et qui ne voyagent pas dans le pays sont tenus dans l'ignorance ou sont victimes de la désinformation des grands médias : à la télévision, dans les principaux quotidiens, c'est toujours le même discours polémique contre Vladimir Poutine assorti de la promotion de politiciens marginaux – le pays étant supposé vivre de la rente pétrolière.

Pour en finir avec ces caricatures, nous avons demandé à **Jacques SAPIR**, directeur d'études à l'EHESS, économiste et géopoliticien, spécialiste de la Russie, de nous éclairer sur « **Les problèmes réels de la Russie d'aujourd'hui** ». Comment qualifier le pouvoir politique russe ? Quelles sont ses contradictions internes ? Comment l'économie russe a-t-elle évolué après le krach de 1998 ? Comment les autorités politiques, les entrepreneurs et les banquiers ont-ils réagi à la crise mondiale ? Quelles sont les principales transformations de la société russe depuis la fin de l'Union soviétique ? Quel est le projet russe en Europe et dans le monde ?

● Mercredi 24 février et mercredi 3 mars – Pas de réunion en raison des vacances d'hiver.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La guerre des oligarques

Dans un entretien accordé au *Monde* le 27 décembre dernier, Emmanuel Todd avait vivement dénoncé la campagne « identitaire » menée à l'instigation de l'Élysée contre les immigrés, les musulmans et les porteuses de burqa.

Sur mon blog (1), j'avais chaleureusement remercié Emmanuel Todd et prolongé mon propos en posant l'hypothèse de l'émergence d'une nouvelle forme de fascisme. Je m'appuyais sur une communication de Robert Paxton (2) qui évoquait un « système d'autorité et d'encadrement » qui serait « pieux et anti-Noirs » aux États-Unis, « laïque et antisémite, voire antimusulman » en Europe occidentale. De fait, les sarkozystes ne seraient-ils pas en train de bricoler une idéologie « identitaire » laïque et antimusulmane susceptible de rallier l'extrême droite raciste, la droite xénophobe et une gauche laïciste qui est énervée par les diverses manifestations de la religion musulmane ?

L'hypothèse m'était personnelle et il m'a semblé nécessaire de la présenter lors d'un de ces *Mercredis* où se retrouvent les héritiers de plusieurs traditions politiques et des chercheurs de diverses disciplines – ainsi Monique Pinçon-Charlot et Jean Pinçon venus le 20 janvier participer à la discussion (3). Très riche, celle-ci mériterait d'être intégralement publiée. Je ne peux en retenir ici que les conclusions :

Le fascisme reste associé, dans l'imaginaire collectif, au folklore sinistre des uniformes, bannières et parades, à la violence des bandes armées, aux camps de con-

centration : toute référence à cette idéologie, même assortie d'explications sur ses manifestations mutantes, est et restera marquée par ces souvenirs. N'embrouillons pas les esprits !

Surtout, le fascisme est un mode de pensée et d'organisation totalitaire. Il est vrai que Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi n'ont rien de ces guides charismatiques qui fascinaient des foules et les rassemblaient en vue de l'affrontement armé



contre l'ennemi intérieur puis contre l'ennemi extérieur. L'UMP n'est pas la matrice d'un parti fanatisé ; l'idéologie dominante est le Marché, non le nationalisme car « l'identité nationale » est utilisée comme leurre.

Si l'évocation d'un nouveau fascisme est à éviter, quelle est la nature de la menace ? Nous sommes tombés d'accord pour privilégier une analyse en termes de lutte des classes et même « guerre des classes » pour reprendre les mots employés par Warren Buffet : « *La guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches, qui mène cette guerre et nous sommes en train de la gagner* ». Comme la plupart de

leurs concitoyens, les royalistes n'ont pas voulu cette guerre. Elle n'est pas le moteur de l'Histoire mais elle représente une agression caractérisée de ceux qui ont le pouvoir et l'argent contre les salariés, les exploitants agricoles, les retraités...

Dans les circonstances très particulières que nous connaissons (inexistence de l'opposition de gauche, faible résistance syndicale, sclérose de l'extrême-gauche) nous sommes confrontés à une classe sociale effectivement mobilisée. Elle a conquis l'État, elle dispose de la puissance économique et financière, elle a coupé toute relation avec le peuple français et avec la nation française. Nous avons été les premiers à définir cette classe dominante comme une oligarchie. La déroute de l'ultra-libéralisme ne l'impressionne pas car l'idéologie n'est pour elle qu'un instrument parmi d'autres. Elle garde intact son pouvoir d'intimidation et de manipulation grâce aux usages qu'elle fait de la télévision. Elle a montré qu'elle pouvait effacer un référendum et ne fait aucun cas du suffrage universel depuis 1983 : élu sur un discours à tonalité gaulliste en 2007, Nicolas Sarkozy fait la politique que ferait un Dominique Strauss-Kahn élu en 2012 sur un discours à tonalité socialiste. Elle n'a pas besoin d'un fascisme pour dominer puisque, pour le moment, aucune force organisée ne fait obstacle à sa volonté de toute-puissance.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. [la chronique 18 : « Merci, Emmanuel Todd ! » sur mon blog bertrand-renouvin.fr](#)

(2) XVI^e Conférence Marc Bloch organisée par l'École des hautes études en sciences sociales. Extraits dans *Le Monde* du 17 juin 1994, page 2. Cf. mon article publié dans *Royaliste* en 2007 : « [Vers le fascisme ?](#) » et [reproduit sur mon blog](#).

(3) cf. Monique Pinçon-Charlot, Jean Pinçon, *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, 2000, prix franco : 11 €. 